

n°258 05/06/07 2€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

**Ni Gauche
caviar,
Ni Droite
Fouquet's!**

UNE PRESENCE SATISFAISANTE DE LA GAUCHE ALTERNATIVE

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boisslaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

**F.Benarbia, B.Borrits, JJ.Boisslaroussie,
B.Caron, M.Colloghan, C.Delord,
J.Douillard, JL.Griveau, H.Mermé,
M.Moscatti, PY. Pira, F.Préneau,
M.Rafed, C.Rossignol, R.Seibel
et A.Touleron**

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

Imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

ABONNEMENT

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal.

Et aussi l'hebdomadaire et le bulletin, ou tout ce que vous

developpez pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris

ET LA LETTRE DES ELUS ALTERNATIFS

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ VOUS
A ROUGE ET VERT**

La situation parisienne est marquée par l'extrême dispersion du champ de la gauche "antilibérale" : dans plusieurs arrondissements des collectifs unitaires antilibéraux ont survécu, dans d'autres, des comités issus de la campagne Bové ont pu se stabiliser (comme dans le 12e). Dans quelques cas il y a coexistence entre un collectif antilibéral et un groupe issu de la campagne Bové. Dans une telle configuration, la fédération du PCF a d'emblée indiqué que l'ouverture aux législatives était conditionnée à l'acceptation du rattachement de tous les candidats à son association de financement.

La LCR parisienne visait une ouverture à des candidatures non issues de ses rangs dans 3 circonscriptions seulement et dans des termes conduisant pour l'essentiel à la mise sous tutelle des candidats unitaires et des partenaires.

D'emblée, le collectif du 12e arrondissement a engagé une campagne "gauche alternative" active avec un candidat élu du PCF, campagne que les Alternatifs soutiennent. Un accord a été passé dans les 18e et 19e arrondissements, qui permet la présence d'une candidature rattachée à gauche alternative sans concurrence de la LCR dans le 18e et une candidature non-LCR mais rattachée à l'association de financement de la LCR dans le 19e.

Confrontés à une pression qui risquait de marginaliser ou vassaliser la gauche alternative à Paris, les Alternatifs ont contribué à une présence dans 5 autres circonscriptions (5/6e, 10e, 11/20e, 13e et 14e arrondissements). Dans quatre de ces circonscriptions des camarades des Alternatifs sont candidat-e-s. Dans une autre, suppléant.

Au total, la présence de gauche alternative est satisfaisante avec 7 candidat-e-s sur 21 circonscriptions. La campagne est dynamique, mais le résultat incertain : si Ségolène Royal a obtenu des scores importants au 2e tour de la Présidentielle dans plusieurs circonscriptions de l'Est parisien (de 58% à 67%), ce sont des quartiers où le OUI au TCE l'avait emporté. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

EN MARCHÉ VERS LE G8 DE ROSTOCK

Les chefs d'Etat et de gouvernement des huit pays les plus riches et les plus puissants de la planète se retrouveront du 6 au 8 juin à Heiligendamm dans le Nord de l'Allemagne, près de Rostock.

Cette région est la plus pauvre d'un riche pays où une réforme initiée par le gouvernement Schröder et confortée par le gouvernement Merckel oblige les chômeurs à travailler pour un euro de l'heure en sus d'allocations réduites.

Le G8 abordera comme thème central la lutte contre la pauvreté, alors que ses membres en sont responsables et continuent de refuser l'annulation globale de la dette des pays du Sud. La question du climat est aussi à l'ordre du jour alors que les dirigeants des pays dominants ont une responsabilité historique dans le réchauffement climatique, et que les mesures préconisées ne sont pas à la hauteur des enjeux. Encore une fois, une petite élite va s'arroger le droit de décider du sort du reste de l'humanité. Mais une fois de plus, la résistance s'organise, avec une manifestation le 2 juin où sont attendues environ 100 000 personnes. Les protestations contre le sommet incluront également des actions pacifiques de désobéissance civile. La campagne «Block G8» prépare des blocages massifs pour marquer le refus des politiques du G8 et pour entraver réellement et efficacement la logistique du sommet, et ce en dépit la vague de perquisitions qu'ont subi les organisations altermondialistes allemandes. Enfin, comme à chaque rendez-vous, un Sommet Alternatif aura lieu à Rostock du 5 au 7 juin. Ce sommet proposera de nombreux ateliers et tables rondes.

Pour ATTAC, ce sommet devra être le dernier : «Attac demande la suppression du G8, ce directeur illégitime du monde. Attac prône une réforme radicale de la régulation internationale autour de l'ONU et des textes fondamentaux dont elle est garante (Déclaration universelle des droits de l'homme, Charte des Nations unies, conventions de l'Organisation internationale du travail...). Attac France exige des membres du G8 des engagements clairs pour les pays du Sud...»

Les nombreuses associations de « sans » (chômeurs, SDF, sans papiers, NO VOX, immigrés, marche mondiale des femmes, etc.) ont décidé de faire converger le 2 juin à Rostock des « Marches contre le chômage, la pauvreté, la précarité, l'exclusion » sillonnant toute l'Europe. Les «Marches» françaises se sont rejointes à Paris le 19 mai, puis ont traversé Lille et Bruxelles, pour retrouver les marches parties d'Allemagne.

Une Assemblée des Sans et des précaires se réunira le 3 juin pour dénoncer le chômage et les emplois précaires et sous-payés, alors que plus de richesses ont été produites en Europe. Les Marches européennes ont un autre objectif de mobilisation : «Le gouvernement allemand qui accueille ce G8 en juin termine également sa présidence de l'Union européenne. En prenant appui sur le G8 et sur son rôle d'hôte, il veut relancer de projet de Traité constitutionnel européen rejeté par les Français et les Néerlandais. La totale dérégulation des services publics telle que le prévoit la directive Bolkestein deviendrait de ce fait partie prenante du Traité constitutionnel européen et le réarmement une obligation constitutionnelle pour les états membres ».

Les Alternatifs sont solidaires de l'ensemble des mobilisations en cours, pour dénoncer les dégâts du G8 et pour l'égalité des droits sociaux. ■

René SEIBEL

Dernière minute

Université d'été

L'Université d'été des Alternatifs (UEA) se tiendra au centre de vacances et de congrès «Les Jardins de l'Anjou» à la Pommeraye (49) du 26 au 29 Août 2007

L'UEA sera consacrée aux Questions féministes

Sont aussi prévues des soirées conviviales et un débat "vers une gauche alternative" ainsi qu'un lieu d'accueil, de rencontres, et de présentation des Alternatifs. Des informations précises seront publiées dans la prochaine Lettre des élus.

Trois tarifs sont proposés aux participant-e-s (3 nuits en pavillons + petit déjeuner et 6 repas)

- **Personnes imposables** : 185 euros (
- **Personnes non imposables** : 60 euros (en cas de difficultés financières, les comités et fédérations sont invités à faire jouer la solidarité)
- **Pour les personnes de la région** non hébergées, le prix du repas est fixé à 15 euros

Vienne

UNE EXCEPTION FRANÇAISE?

Avec l'élection de Nicolas Sarkozy la politique menée par les précédents gouvernements va empirer. La détérioration de nos conditions de vie va s'accroître dans un contexte de répression et de réduction des libertés



Bruno RIONDET

individuelles et collectives. Le MEDEF se réjouit de l'annonce déjà faite de la casse du code du travail, de la remise en cause du droit de grève et de la facilité accrue de licencier. Les premières victimes de ces politiques anti-sociales seront encore les précaires, les chômeurs, les jeunes, les immigrés, et les femmes. Les grands patrons et les gros actionnaires continueront, quant à eux, à engranger les profits

(100milliards d'euro pour les entreprises du CAC 40 en 2006).

C'EST INACCEPTABLE, ENSEMBLE, IL FAUT RESISTER !

C'est pourquoi, engagés dans une démarche unitaire, la LCR, le Comité Bové et Les Alternatifs de la Vienne ont décidé de présenter une équipe de candidatEs reflétant cette diversité, sur les 4 circonscriptions du département, afin de mener une campagne législative commune.. La division a assez duré ! Il y a donc professions de foi communes, tracts et meetings communs, activités militantes et prises de paroles plurielles. Deux candidatEs sont rattachés à la LCR, deux autres à SEGA, mais tous les documents de présentation mettent l'accent sur la démarche collective, avec comme unique en-tête «Pour une alternative à gauche». A noter que dans la première circonscription de la Vienne c'est Bruno Riondet, militant des Alternatifs, qui porte les couleurs de cette convergence . ■

Mireille MOSCATI

UNITAIRE

Les Alternatifs 92 jugent positivement la campagne de José Bové. Cette candidature, collective, a su rassembler des citoyens d'origines diverses, dont une partie intervenait pour la 1ère fois en politique. Cette candidature a su le mieux articuler question sociale, urgence écologique, altermondialisme et aspirations démocratiques nouvelles. Cependant l'éparpillement de la gauche antilibérale n'a pas permis de peser sur la campagne présidentielle et d'obtenir un score à la hauteur de nos espérances. Notre participation à la campagne Bové n'a pas tiré un trait sur la recherche de l'unité. Les propositions élaborées unitairement par les collectifs antilibéraux constituent une base pour un projet de

transformation de la société. Si l'unité ne fait pas un projet elle lui donne une dynamique indispensable.

Nous regrettons donc qu'aucun accord politique départemental ou de non concurrence n'ait été possible pour les législatives. Dans ces conditions les Alternatifs 92 soutiennent les candidats de la Gauche Alternative. C'est le cas de la candidature de Claire Villiers sur la 26° circonscription, de sa campagne dont les Alternatifs sont partie prenante. Ils souhaitent sur les autres circonscriptions l'élection de députés ayant porté le Non de gauche au Traité Constitutionnel Européen. ■



HÉRAULT
4° Circonscription
YVES GARCIA

INDRE ET LOIRE
1° Circonscription
ABD-EL-KHADER
AIT MOHAMED

ISÈRE
3° Circonscription
SÉBASTIEN TEYSSIER
5° Circonscription
FAOUZIA DELMOTTE

LOIRE
1° Circonscription
CHRISTINE CALANDRA
2° Circonscription
OLIVIER LAFFERRIERE

HAUTE LOIRE
1° Circonscription
MARTINE DEJEAN

LOIRE ATLANTIQUE
2° Circonscription
ABDEL GHANI
MOUSSALI

LOT ET GARONNE
2° Circonscription
MARIE NOËLLE
BORI

LOZÈRE
1° Circonscription
FRANÇOIS ROUX

MAINE ET LOIRE
5° Circonscription
DOMINIQUE POUPARD

MANCHE
2° Circonscription
FRANÇOIS DUFOUR
3° Circonscription

ANNE MARIE
LEGOUBET
MEURTHE ET MOSELLE
3° Circonscription

EMILIE COLIN
MORBIHAN
1° Circonscription

MARTINE LESEUR
MOSELLE
7° Circonscription

GILBERT POIROT
MEUSE
2° Circonscription

JEAN-MARIE MERCY
NORD
3° Circonscription

FRANCK
VANDERCASTEELE
8° Circonscription

RACHID RIZOUG
13° Circonscription
CINDY BIGNARDI
23° Circonscription

FADILA BENDJEFFAL
24° Circonscription

GUY DUTRON
OISE
2° Circonscription
RÉGIS LECURU
PUY DE DOME

3° Circonscription
JEAN MICHEL DUCLOS

PYRÉNÉES ATLANTIQUES
1° Circonscription
FRÉDÉRIC PIC

2° Circonscription
PIERRE
ARRABIE-AUBIES

BAS RHIN
2° Circonscription
PHILIPPE MOREL

HAUT RHIN
5° Circonscription
HENRI METZGER

RHONE
1° Circonscription
MOHAMED RAFED

2° Circonscription
JEAN LUC CIPIERE
6° Circonscription

MARTINE
RICHIARDONE
7° Circonscription
MORAD AGGOUN

ABDEL BELMOKADEM
HAUTE SAVOIE
4° Circonscription

ANNE
LANGEVIN-LIBERSA
PARIS

2° Circonscription
JEAN-JACQUES
BOISLAROUSSIE

5° Circonscription
SABINE LASNIER

6° Circonscription
HENRI MERME
8° Circonscription

JOSÉ ESPINOSA
9° Circonscription

JEAN FRANÇOIS
PELLISSIER
10° Circonscription

ELODIE VIEILLE-
BLANCHARD
18° Circonscription

DANIÈLE LOISEAU
SEINE MARITIME
2° Circonscription

RACHEL LAFONTAINE
3° Circonscription
HAFIDH BENSIFI

SEINE ET MARNE
7° Circonscription
CATHERINE

JOUANNEAU
DEUX-SÈVRES
4° Circonscription

JEAN PIERRE GAY
SOMME
2° Circonscription

EDOUARD
KRYSTOFORSKI
TARN
3° Circonscription

DANIÈLE MARC

VAR
6° Circonscription

PHILIPPE RAINAULT
VAUCLUSE
4° Circonscription

FRANCK MOULET
VENDÉE
5° Circonscription

PHILIPPE TERROIR
Vienne
1° Circonscription

BRUNO RIONDET
3° Circonscription

MYRIAM ROSSIGNOL
VOSGES
4° Circonscription

GUY BARBOT
Yonne
3° Circonscription

ALAIN LAGRANGE
ESSONNE
4° Circonscription

TAREK BEN HIBA
7° Circonscription
KATAYOUN ETMINANI

HAUTS DE SEINE
2° Circonscription
CLAIRE VILLIERS

SEINE SAINT DENIS
6° Circonscription
NATHALIE MARCU

RÉUNION
1° Circonscription
FRANÇOIS ESQUER

Résister et reconstruire

La Gauche Alternative est présente à l'élection législative sur la seconde circonscription de Nantes, avec la candidature d'Abdel Ghani MOUSSALI, titulaire, et Jean-Louis CHAUSSET, remplaçant. Cette candidature de deux militants particulièrement implantés dans leurs quartiers et actifs dans la campagne présidentielle de José Bové est soutenue par les Alternatifs.

Qui sont-ils ?

Abdel Ghani MOUSSALI, consultant formateur de profession, est âgé de 47 ans. Natif du Maroc, il est marié et père de deux enfants. Après plusieurs années passées à St Nazaire, où il a notamment travaillé aux Chantiers de l'Atlantique, Abdel Ghani MOUSSALI habite aujourd'hui le quartier HLM de Malakoff où son engagement associatif est particulièrement reconnu.

Convaincu des carences de la gauche institutionnelle en matière de reconnaissance effective des femmes et des hommes issus de l'immigration, « *le PS ne comprend que les rapports de force et résiste bien mal à l'instrumentalisation de ceux qui le rejoignent* », il a très vite rejoint le courant unitaire de la gauche antilibérale.

Jean-Louis CHAUSSET, ouvrier retraité et syndicaliste, vit en HLM à Nantes depuis 29 ans. Militant des Alternatifs, il fait de sa vie un engagement actif et concret auprès de celles et ceux qui le système a rejeté et marginalise, c'est le cas aujourd'hui dans son engagement au côté des chômeurs et dans sa participation active aux associations des jardins familiaux.

Résister

Mais aussi ...

Les Alternatifs 44 soutiennent également deux autres candidatures sur le département : celle de Nadine BOUCHARD et Erwan MOINIER sur la 6ème circonscription de Châteaubriant présentée par collectif antilibéral nord 44 et la LCR et celle de Pierre CHAUVIN et Katell ANDROMAQUE sur la 3ème circonscription de Rezé sud Loire, présentée par la LCR et le collectif local antilibéral. ■

La rupture annoncée par Sarkozy ce sont des attaques en rafale contre les droits sociaux, écologiques et démocratiques. « *Il n'y a rien de plus urgent que de démystifier des réponses populistes et répressives qui ne peuvent que renforcer davantage les inégalités dont crévent les quartiers populaires, et d'organiser inlassablement la résistance* ».

Abdel Ghani et Jean Louis se prononcent pour la construction d'un front de résistance à la droite et au patronat, unissant dans l'action, de la base au sommet, toutes les forces associatives, syndicales et politiques qui refusent le démantèlement des droits sociaux et des services publics. « *Ce front de résistance au sarkozysme, c'est d'abord dans les entreprises et dans les quartiers populaires qu'il doit se forger* ».



La jeunesse des quartiers populaires, présentée comme fauteuse de troubles, est aujourd'hui la première menacée. Pour les candidats de la Gauche Alternative, ce n'est pas d'une présence policière omni présente et provocatrice dont les quartiers ont besoin, mais d'emplois, de justice et de respect.

Reconstruire

Electoralement, la campagne de José Bové a été un échec, malgré les milliers de personnes réunies dans les meetings, comme c'était le cas à Nantes, et l'écho de ses propositions auprès de nombre d'habitants des quartiers populaires. La division de la gauche antilibérale et le "vote utile" ont conduit à cet échec.

Le PS s'appuie sur le "vote utile", dont Ségolène Royal a bénéficié, pour justifier des renoncements chaque jour plus importants et sa main tendue au centre droit. Jean-Marc Ayrault n'hésite même plus à parler de "convergences" avec le Mouvement démocrate de Bayrou (le Monde

12 mai).

Hier les "exigences européennes" justifiaient aux yeux des responsables socialistes, la droitisation de leur politique. Aujourd'hui, ils s'appuient sur la faiblesse des résultats électoraux de la gauche antilibérale pour justifier un pas de plus vers la droite. Sous la plume de Mme Ayrault, cela s'écrit « *cette défaite est due à cette rénovation idéologique qui n'a pas été faite au PS depuis 5 ans... Il faut qu'on arrête avec ce gauchisme de bon aloi qui ne débouche sur rien et assumer clairement notre social démocratie* » (Ouest-France, mardi 8 mai). Les candidats Gauche Alternative pensent très exactement l'inverse : l'imperdable présidentielle a été perdue pour le PS parce qu'il n'a apporté aucune réponse réelle et concrète aux attentes des salariés et des habitants des quartiers populaires en terme de partage des richesses et de rupture avec la dictature des marchés.

Pour les législatives, le PS et ses candidats appellent à nouveau à un "vote utile" face à Sarkozy dès le 1er tour. Pour Abdel Ghani et Jean Louis le vote utile ce sera au second tour quand il s'agira d'éliminer le très sarkozyste François Pinte.

Mais au premier tour, il est extrêmement important que celles et ceux qui ne renoncent pas aux valeurs de gauche, à l'égalité, à la justice sociale et au partage des richesses, celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans les ouvertures à droite des socialistes, l'affirment par leur vote en faveur d'une gauche de gauche. La division de la gauche antilibérale a aussi largement contribué à la marginalisation électorale de ses candidats à la présidentielle. La responsabilité première en incombe à celles et ceux qui ont privilégié la défense de leurs stricts intérêts de parti au détriment de la dynamique unitaire née de la victoire du 29 mai contre le Traité constitutionnel européen.

« *Les candidats de la Gauche alternative regrettent que la leçon des présidentielles n'ait pas été tirée et que la gauche anti libérale soit toujours divisée. Mais ils ne s'y résignent pas. Voter Gauche alternative 2007, ce sera la seule façon de voter explicitement, non pour le renforcement de tel ou tel parti, mais pour l'unité de la gauche antilibérale* ». ■

François PRÉNEAU

Agir pour faire émerger les richesses des quartiers populaires dans toute leur diversité

Certains pourraient croire que la campagne dans cette circonscription a commencé sous les plus mauvais auspices. En effet, les discussions pour dégager une candidature unitaire au sein de la gauche « antilibérale » ont été particulièrement longues et difficiles. Et sans succès. Par ailleurs, deux candidatures se réclament ici de la « gauche alternative » ! En plus de la candidature d'Abdel Belmokadem, présenté par la composante locale « Initiative Citoyenne » et soutenue par Les Alternatifs, il y a aussi la candidature de Morad Aggoun, lié au réseau DiverCité. Une contradiction qui s'explique par la situation vaudaise : les premiers ont fait le choix de travailler dans la majorité municipale de Maurice Charrier, et les autres dans l'opposition.

PLUS DE 200 NOMS AU COMITE DE SOUTIEN, DEJA DEUX REUNIONS A 150 PERSONNES ... UN ECHO INCONTESTABLE

Sur le terrain les faits sont là : 150 personnes bien représentatives de la diversité de la population (diversité des quartiers, des générations, des origines) étaient présentes lors de la réunion de

lancement de la candidature le 11 mai, et l'enthousiasme ne s'est pas démenti depuis. Le comité de campagne, réuni tous les mardis, regroupe régulièrement une bonne trentaine de volontaires. Et la dernière initiative, mi-politique mi-festive, a réuni le 25 mai à nouveau 150 personnes à la Mairie Annexe du Sud à Vaulx-en-Velin.

UNE CAMPAGNE DE PROXIMITE

C'est une vraie campagne de proximité, une campagne de terrain, qui a été engagée. C'est par le contact direct que nous pouvons convaincre. Ce n'est pas seulement sur des textes, ou des catalogues de mesures. Il faut montrer que pour nous, faire de la politique c'est l'affaire de tous.

C'est finalement notre message principal : que les habitants, tous les habitants, et même ceux à qui on refuse encore le droit de vote parce qu'ils ne sont pas de nationalité française, se réapproprient le terrain politique, c'est-à-dire le terrain de la vie de la cité, au sens large ...

Et si cette campagne est une peu plus concentrée sur la ville de Vaulx-en-Ve-

lin, où le travail de terrain d'Abdel et de l'association Initiative Citoyenne est plus reconnu, les autres villes de la circonscriptions ne sont pas oubliées et des équipes militantes travaillent sur Bron et Rillieux, le candidat suppléant Patrick Charbonnier étant d'ailleurs Brondillant. En tout cas il suffit de suivre quelques jours cette campagne pour mesurer l'écho qu'elle suscite dans des milieux différents, pour mesurer la forte aspiration pour faire vraiment du neuf à gauche.

DES AXES FORTS : LA LUTTE CONTRE LES INEGALITES, LA RECONNAISSANCE DES RICHESSES ET DES TALENTS DES QUARTIERS POPULAIRES ...

Si la campagne décline tous les thèmes de l'urgence sociale, de l'urgence écologique, de l'urgence démocratique, c'est l'exigence d'égalité qui est portée avec le plus de force par Abdel, et la lutte contre toutes les discriminations. Et la valorisation de la diversité : comme le dit Abdel, « la diversité n'est pas le contraire de l'harmonie, elle en est la condition » ...■

Alain TOULERON

Tarn

Campagne dans une petite circonscription de moyenne montagne

Je n'ai pas beaucoup de temps pour vous raconter notre campagne dans notre 3ème circonscription du Tarn, tant nous passons notre temps sur des routes sinueuses, étroites et mal entretenues pour apporter notre information aux populations isolées dans les coins perdus du Tarn, certes verts et reposants, mais pas faciles d'accès !

Tiens, hier par exemple, nous avons passé six heures (et près de 300 kilomètres) pour coller une trentaine d'affiches sur les panneaux officiels, situés en principe à côté de la mairie ou de l'école du village. Panneaux d'ailleurs trop souvent insuffisants en nombre, en taille et en qualité ! Ainsi au Margnès (82 habitants en comptant les résidences secondaires!), le maire en manque de panneaux a fait rajouter une vilaine planche sur deux

tréteaux, adossée au mur de la mairie. Il se trouve que le n° 14 (le nôtre) était précisément sur l'ajout de dernière minute : heureusement pour nous le n°15 (le député sortant) y était aussi !

Notre circonscription se caractérise par un contraste fort entre une ville moyenne de moins de 50 000 habitants (de droite), et 57 communes (la plupart de droite également !) dont certaines ont du mal à atteindre la centaine d'habitants.

Alors, nous avons décidé de mener une campagne collective : tous porte parole, avec deux noms sur le bulletin de vote : Danièle Marc (Les Alternatifs) et Francis Banchet, issu du comité Bové (non membre d'un parti politique). Sous l'étiquette nationale Gauche Alternative 2007. Avec le soutien de l'Alternative en Midi-Pyrénées.

Nous mettons le paquet sur la montagne avec trois réunions publiques, 8 distributions de tracts (avec discussions !) sur les marchés. Nous mettons le doigt sur la disparition de nombreuses petites exploitations agricoles familiales, des services –publics ou non- à la population rurale (épiceries, boulangeries, postes, écoles, artisanat...) sur la nécessité d'une agriculture paysanne, sur le besoin de désenclaver ces populations (transports). Bien sûr nous développons aussi les mesures proposées sur le verso de la profession de foi nationale...

Nous la campagne, ça nous gagne ! ■

Claude ROSSIGNOL

Vandecasteele et son orchestre unitaire

Franck Vandecasteele et Pierre-Yves Pira sont candidats du rassemblement antilibéral soutenus par le PCF, la Gauche Alternative 2007 et les Alternatifs.

Franck, c'est le chanteur du groupe « Marcel et son Orchestre », sympathisant du PCF dont il se démarque sur la question du nucléaire et les OGM.

Pierre-Yves, membre des Alternatifs, représente le comité Gauche Alternative 2007 (ex-comité « uni-e-s avec José Bové »). Tous les deux militent pour le rassemblement des forces de la gauche antilibérale. Franck a accepté d'y aller parce que c'était une candidature unitaire, il évoque le bel espoir né des débats autour de la campagne du Non au Traité constitutionnel et l'irruption des citoyens dans le débat politique.

Bien sûr, les journalistes sont étonnés de cette candidature et veulent comprendre pourquoi un chanteur de rock décide de participer au débat démocratique. A leurs questions, Franck répond sans détour: Ses arguments ne sont pas superficiels, il rappelle tout d'abord qu'il n'a pas toujours vécu de Marcel et son orchestre, et a été travailleur social en parallèle pendant plus de quinze ans. Militant associatif et présent avec son groupe dans de nombreux combats dont ceux aux faucheurs, à Greenpeace...

Même, s'ils ne retiennent que trop souvent l'aspect people, le contenu commence à passer. Sans problème, il explique que la candidature est plurielle et se construit avec tous...

Ce collectif de rassemblement dessine des perspectives sur l'espace à créer pour construire une force alternative anti-libérale apte à répondre aux problématiques de l'écologie, du social, de la culture, de la démocra-

tie, de l'altermondialisme.

Sur la 3ème, qu'on se le dise, ce n'est pas une candidature strass et paillette, c'est une candidature Rouge et Verte, basée sur les 125 propositions ! C'est du solide et les citoyens s'y reconnaissent... Tant et si bien que le PS la voit d'un mauvais œil. ■

Pierre Yves PIRA

Ps : Malheureusement, la LCR majoritaire a décidé de présenter son candidat, alors que les préalables qu'elle demandait notamment sur la question de l'accord programmatique avec le PS avait trouvé une réponse allant dans ce sens...



Y al

Y aller, ou ne pas y aller (aux législatives)? Le comité Gardois des Alternatifs était bien décidé à y aller, même conscient de ne pas avoir la moindre chance de gagner.

Déjà en 2002, la candidature de deux Alters - dont Janie Arnéguy - avait permis de faire connaître ou d'enraciner nos idées.

Cette année, il s'agissait de savoir avec qui faire équipe, après la campagne présidentielle où nous étions pleinement engagés dans les CUALS puis les Comités Bové.

Un moment il fut question pour le comité Bové de passer un accord avec la LCR sur les cinq circonscriptions du Gard, soit pour avoir des candidatures communes soit pour ne pas présenter de candidats concurrents. Mais les divers comités Bové n'étaient pas tous sur la même longueur d'onde à ce propos. Certains refusant farouchement tout accord avec la LCR.

D'autre part la LCR exigea de son côté que nous dénoncions fermement l'attitude de José Bové entre les deux tours de la présidentielle (le fameux rapport !), ce que certains d'entre nous n'étaient pas prêts à faire, même si individuellement on pouvait regretter la façon dont Bové avait accepté l'offre de Segolène Royal. Il fallut donc renoncer au projet d'alliance avec la LCR. Des réticences, voire de fortes oppositions au fait de partir en campagne (seuls ou avec d'autres) surgirent aussi, à Nîmes, au sein du comité Bové. Plusieurs syndicalistes et/ou membres de d'ATTAC estimaient que notre combat n'était pas là mais sur le terrain, en particulier des luttes sociales.

Au final, seul un groupe relativement restreint, dont les Alternatifs, décida de partir en campagne sur la 1ère circonscription, avec Tina Rodriguez comme candidate titulaire, et l'alterekolo Jean-Marie Blanc comme suppléant. Cette candidature Gauche Alternative dérangeait : certains membres du comité Bové, sans doute encore en lien avec le PC, tentèrent de la faire échouer, et de nous décourager, proposant même des arrangements peu honorables. Mais nous avons réussi à surmonter cette opposition. Par ailleurs, sur la 5e circonscription (Cévennes - Ouest d'Alès), celle où José

ler!

TROIS + UNE



Tina Rodriguez

Bové a obtenu les meilleurs résultats, la Gauche Alternative a réussi en extrémis à présenter une candidature. Les candidats ne font pas partie des Alternatifs du Gard, mais nous les soutenons activement, notamment par l'engagement de quelques uns de nos membres.

En fait d'unité, la gauche anti-libérale se trouve, au seuil de ces élections, très désunie. Même si certains liens de militance et d'amitié ont pu se tisser dans l'organisation des deux campagnes. Recoudre ces déchirures va s'avérer difficile : Il y a celles et ceux (parfois plus ou moins sortis du PC ou de la LCR) qui ne supportent pas ou plus les organisations politiques. Celles et ceux qui ne supportent pas qu'on aille aux élections Celles et ceux qui voudraient «faire de la politique autrement», sans dire ce que recouvre cet «autrement». Celles et ceux qui veulent avant tout que nous construisions d'abord un projet commun, mais sur quelle base ? ■

Christian DELORD

Globalement, dans le Finistère, la situation politique à la gauche de la Gauche n'est pas fondamentalement différente de ce qu'elle est au plan national.

Longtemps espéré, en particulier au sein des collectifs qui ont soutenu la candidature de José Bové, le sursaut unitaire n'aura guère eu lieu pour les Législatives. Entre le réflexe de citadelle assiégée de l'appareil départemental du PCF et les appétits démesurés d'une LCR qui ne se sent plus pisser, les logiques partidaires l'ont encore largement emporté.

Dans la circonscription de Carhaix-Chateaulin, alors que le Parti Communiste était prêt à l'ouverture, ce sont les exigences de la Ligue revendiquant la place qui ont fait capoter les chances d'une candidature unitaire.

Sur l'agglomération brestoise, nos amis de Gauche Alternative 2007 se sont vus opposer par le PC une fin de non recevoir à leur proposition de partage des circonscriptions laissant à ce dernier le champ libre sur la plus facile d'entre elles...

En définitive, donc, il y aura 3 candidatures Gauche Alternative 2007 dans le Finistère, essentiellement sur la grande région brestoise: Patrick APPERE sur Brest-ville, Catherine COUTURIER sur Brest-rural et Yannick HERVE sur Landerneau-Landivisiau (notre camarade, Sandrine LE MEUR, membre des Alternatifs à Landerneau est sa suppléante). Candidats qui auront à surmonter une multiplicité de candidatures de la Gauche antilibérale.

A noter quand même une situation encourageante, celle de la circonscription de Douarnenez-Pont L'Abbé où une unité réelle a pu se construire autour de la candidature de Louis GUIRRIEC, militant syndical et altermondialiste reconnu; candidature présentée par les collectifs antilibéraux issus du combat contre le TCE avec le soutien conjoint des Alternatifs et du Parti Communiste. Il bénéficie d'une situation relativement intéressante, car cette circonscription est la seule où la LCR ne présentera pas de candidat. ■

Jean Louis GRIVEAU



Dimanche 27 mai, malgré un climat défavorable bien qu'assez normand, la chorale alternative accompagne Rachel Hebert Lafontaine et Stéphane Luce, candidat-e-s gauche alternative, sur le marché de Darnétal pour une campagne qui sort un peu des sentiers battus et quelques airs de lutte connus ou non.

Très bon accueil, sauf par la candidate UMP qui apprécie peu le dernier tube : «dans la jeunesse on l'aime pas le sarkozy».

PETIT JOURNAL DE CAMPAGNE AU JOUR LE JOUR ...

Une campagne électorale ne s'improvise pas. Elle demande d'habitude réflexion, organisation, détermination. Mais c'est une vraie course contre la montre qu'il va falloir livrer cette fois-ci, vu les délais très courts qui nous sont impartis !

Après les présidentielles et l'échec de la gauche dans son ensemble, fallait-il baisser les bras et se dire que la droite allait rafler la mise, il n'était même pas la peine de dépenser de l'énergie militante et de l'argent (près de 8000 € par circonscription) ? Fallait-il plutôt se réserver pour les

municipales, avec le risque de ne plus exister sur le champ politique? Finalement la question a été tranchée : sur Lyon, 2 circonscriptions, la 1ère et la 2ème, ont été retenues pour des candidatures « GAUCHE ALTERNATIVE 2007 ».

Le 15 mai, après discussion, ma candidature est retenue au sein des comités Bové (il faut dire qu'il n'y a pas bousculade de candidats !).

Malgré nos efforts pour privilégier une candidature féminine comme suppléante, seul Philippe JEANTET acceptera ce poste.

Les réunions et le partage des tâches ont vite pris le dessus sans compter les coups de téléphone, les courriels, les échanges de fichiers ...

Officialisation de candidature auprès de la Préfecture : il nous est donné le panneau n° 10 (suivant l'ordre d'arrivée des candidats), ensuite passage devant le représentant du ministère de l'intérieur qui nous indique que, dans « la grille des nuances politiques » notre classement est « l'extrême gauche ». Je manifeste mon désaccord devant ce classement, comme les autres candidats « gauche alternative 2007 » du Rhône le feront aussi.

Les équipes doivent se constituer et passer à l'action au plus vite. La présence d'élus du groupe GAEC aux réunions est un appui important. Notre équipe se constitue autour d'un noyau de 8 personnes et chacun est prêt à s'investir suivant ses compétences et ses possibilités ...

Le vendredi 25 mai, la campagne est belle et bien lancée : une invitation à débattre par les MJC du 5ème à Lyon à l'Espace Benoist Mary, rue des fossés de Trion.

Nous étions 10 candidats présents face à une centaine de citoyen(ne)s.

Après tirage au sort pour l'ordre chronologique, chacun avait 4mn pour s'exprimer. Ce qui m'a sidéré c'est que personne (hormis la représentante de la LCR et moi) ne revienne sur l'élection présidentielle. Il était pourtant capital de dire qu'il faut résister et inverser la tendance pour que l'on n'aille pas vers un pouvoir hégémonique qui serait détenu par la droite ultra-libérale et conservatrice.

Sur des thèmes concernant le logement, les questions sont posées par le comité de quartier ; les préoccupations exprimées portent sur :

- le prix des locations, qui rend difficile l'accès au logement pour les revenus modestes - spécialement les jeunes.

- La caution qui est un problème, généralement réglé par les parents sauf s'ils sont à la retraite !

villeurbanne

UNE CANDIDATURE UNITAIRE !

Citoyen-ne-s, adhérent-e-s d'associations (mouvements de chômeurs et précaires, altermondialistes, défenseurs de l'environnement...), syndicalistes (CGT, CFDT, FSU, SUD, confédération paysanne...), militant-e-s de partis politiques (Alternatifs, LCR, PCF), nous nous sommes retrouvés(e)s pour dire ensemble «non» au projet de Constitution Européenne en mai 2005.

À Villeurbanne, à partir de la fin 2005, nous nous sommes retrouvés dans le COVRA – Comité villeurbannais pour une alternative antilibérale pour prolonger nos discussions dans un cadre unitaire, défendre une autre conception de la société, développer les services publics, le droit pour tous à une vie digne, associant notamment les luttes des salariés, des chômeurs, des précaires, aux combats écologiques.

Pour les présidentielles nous avons regretté qu'il n'ait pas été possible de construire une démarche unitaire. Les militants regroupés dans le collectif ont participé individuellement à l'une des campagnes des «3B» (Besancenot, Bové, Buffet) ou encore à aucune d'entre elles. Tous se sont dits déçus par la division des antilibéraux. Aujourd'hui, aux législatives, nous présentons notre candidature unitaire antilibérale sur la circonscription de Villeurbanne, persuadé-e-s que c'est là une nécessité vitale pour que vive une gauche de gauche.

Au delà de l'affirmation de la nécessité de faire obstacle aux projets de la Droite, il nous faut faire lucidement l'analyse de l'échec de la Gauche aux élections présidentielles et construire ensemble des pratiques renouvelées pour parvenir à provoquer les changements nécessaires. Aussi il nous a semblé urgent à Villeurbanne de regrouper les sensibilités de ceux qui à Gauche ne se sont jamais retrouvés dans la démarche de renoncement du parti socialiste mais qui ne peuvent se résigner aux impasses d'une protestation sans efficacité. Ainsi au delà de nos différences nous sommes parvenus à nous retrouver autour d'une candidature commune.

Celle-ci est portée par Martine Richiardone, Gilles Lemée étant son suppléant.

Alors que pour les législatives, le parti socialiste se déchire autour des deux candidats issus de ses rangs, nous pensons nous engager sur la voie du nécessaire renouveau pour la Gauche en rassemblant nos convictions et nos forces.

L'élaboration du programme de campagne a été l'objet d'échanges vivants et nombreux qui se poursuivront comme nous avons su le faire depuis deux ans autour des projets et des pratiques de cette Gauche authentique qui nous rassemble. ■

Fawzi BENARBIA

Alpes-Maritimes

Cantonale partielle à Nice

- les logements sociaux : donner la possibilité aux familles de diminuer leur surface de logement quand leurs enfants sont établis.

- l'accèsion à la propriété : Quels moyens pour payer des remboursements d'emprunts beaucoup plus élevés qu'un loyer ?

J'insiste sur le fait que la politique du logement doit permettre aux populations modestes de rester dans les quartiers de ville et de ne pas être obligées de s'expatrier à la périphérie.

Le deuxième volet concernait la place des MJC et les problèmes des jeunes :

- la place des structures d'éducation populaire au regard des difficultés d'insertion, d'éducation, d'accès aux loisirs et à la culture ;

- le temps libre : « Travailler plus pour gagner plus », mais travailler plus c'est moins de temps pour les loisirs, la culture, l'engagement citoyen, la formation tout au long de la vie !

- l'Education : le système éducatif français correspond-il aujourd'hui aux attentes et aux besoins des jeunes ?

- l'emploi des jeunes : comment redonner aux jeunes leur place dans tous les rouages de la société (emploi, loisirs, citoyenneté, logement ...)

La 2ème partie de ce débat donnait la parole à la salle ce qui a permis un échange direct autour de la précarité, des franchises à payer, des retraites ... Et chacun des candidats a réussi à conclure en essayant de démontrer qu'il était le plus proche des préoccupations citoyennes ! Les apartés autour d'un pot improvisé ont permis de prolonger les discussions.

Il était déjà tard et il fallait penser déjà au travail car le lendemain je devais mener un stage de calligraphie ; cela me permettra de retrouver un peu de sérénité et de recul pour aller à nouveau de l'avant et penser à la distribution des tracts, la conférence de presse, la récupération des affiches ainsi qu'aux petites choses qui font une campagne électorale. ■

Mohamed RAFED

A l'élection cantonale partielle de Nice 11, la Gauche Alternative présentera Bernadette Bouchard, directrice d'école retraitée et adhérente des Alternatifs, déjà candidate lors du précédent scrutin de 2004.

Cette candidature complète les trois candidatures de la Gauche Alternative aux élections législatives dans notre département, et en particulier la candidature de Bruno Della Sudda et de sa suppléante Juliette Chesnel Le Roux, dans la 3e circonscription dont le 11e canton fait partie.

La candidature de Bernadette Bouchard, présentée par la Gauche Alternative, a le soutien des Comités José Bové, des Alternatifs et du mouvement AlterEkolo Dans cette campagne cantonale, Bernadette Bouchard proposera une alternative à gauche, sociale et écologique, démocratique, anti-raciste et féministe, à la politique de droite libérale et autoritaire que veut nous imposer le tandem Sarkozy-Estrosi à l'échelle du pays et du département. ■

(correspondant)

Coordination des Alternatifs

samedi 30 juin et dimanche 1er Juillet

La coordination se tiendra au 40 rue de Malte Paris 11e métro Oberkampf. Afin d'engager le travail de réflexion sur la future charte municipale des Alternatifs, un temps de formation débat OUVERT A TOUTES ET TOUS, notamment aux franciliens, sera organisé le samedi 30 juin, ce qui n'exclut pas la possibilité de réunion de certaines commissions le samedi matin

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ :

SAMEDI 30 JUIN

9h30-13h Formation et débat
Les orientation de la droite sur les questions de précarité (remise en cause du RMI et projets envisagés par Martin Hirsch)
14h-16h30 formation et débat;
Des politiques économiques des collectivités locales pour l'emploi et l'écologie
17h-19h Cordination
Débat politique bilan des législatives, perspectives

DIMANCHE 1ER JUILLET

coordination de 9h-16h
- finances
- développement du mouvement
- compte-rendu de commissions
- université d'été
- la charte municipale des Alternatifs, comment en organiser l'élaboration
- suites du débat politique, assises pour une gauche de transformation sociale

TÉLÉCOMMUNICATIONS :

le patronat
à l'offensive

Depuis le 14 mai dernier, les salariés de Deutsche Telekom sont en grève reconductible, à l'appel du syndicat VerDi, depuis vendredi 11 mai, pour protester contre le projet de transfert des activités de service aux clients dans une filiale (T-Services) qui compterait 50 000 salariés, avec à la clé, une augmentation du temps de travail de 34 à 38 heures, une baisse des salaires de 12% sur 2 ans, des nouveaux embauchés rémunérés à la baisse (- 42%) ainsi que le risque de ne plus être protégé par la convention collective. Ce projet a été rejeté par 96,5% du personnel.

Déjà en 2003, la direction de Deutsche Telekom avait imposé une baisse des salaires de 10% pour soi-disant sauver 10 000 emplois. Cette nouvelle restructuration n'est qu'une étape supplémentaire – et particulièrement musclée – pour baisser significativement la masse salariale et accroître les dividendes versés aux actionnaires : selon le quotidien l'Humanité qui cite des experts du syndicat Verdi, « l'opération rapporterait la bagatelle de 10 000 euros de profits annuels par employé à l'entreprise, soit un total de 500 millions d'euros par an « redistribués » de la poche des salariés vers celle des actionnaires ».

C'est dire que le bras de fer est regardé avec grande attention tant par les directions des multinationales du téléphone, au premier rang desquels France Télécom qui s'est engagée dans la suppression de 22000 postes en 3 ans, que par les salarié-e-s de ces entreprises. Et que les salarié-e-s de Deutsche Telekom doivent bénéficier du soutien actif le plus large.

C'est dans ce contexte que SFR vient, le 23 mai dernier, d'annoncer la vente de 3 de sites, Toulouse, Lyon et Poitiers, à des entreprises sous-traitantes bien connues pour leurs conditions de travail détestables et une politique sociale au rabais : Téléperformance et Arvato. 900 salariés sont concernés. Cette annonce a été suivie immédiatement de débrayages massifs.

Que ce soit à Deutsche Telekom, France Telecom et SFR, le patronat des télécommunications agit manifestement de façon concertée pour imposer des conditions de travail, de salaire et d'emploi au rabais. Qui pourrait croire qu'il sera possible de lui faire obstacle sans une mobilisation européenne concertée ?

Julien DOUILLARD

DES CHIFFRES
LE CH

Statisticiens, syndicalistes, militants associatifs, étaient réunis mardi 29 mai pour des Etats Généraux des chiffres du chômage et de la précarité.

Le collectif ACDC relève que « non seulement les indicateurs statistiques de chômage souffrent aujourd'hui d'une perte de crédibilité sans précédent; mais ils ne permettent plus de fournir les repères nécessaires pour engager les politiques publiques efficaces contre le chômage et la précarité ». . Par contre, l'enquête Emploi réalisée par l'INSEE fournit un repère fondée sur la définition du chômage établie par le BIT. Elle permet de mesurer le chômage dans tous les pays européens sauf en France où elle ne sert pas de référence pour nourrir le débat. Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité de disposer d'une vision plus large du marché du travail (un tiers des demandeurs d'emploi travaillent chaque mois, des personnes sont en situation de « non-emploi »,...) Les débats ont souligné la nécessité de refonder le suivi du chômage sur des bases plus solides et plus pertinentes en remplaçant le suivi mensuel des demandeurs d'emploi établie par l'ANPE par les statistiques trimestrielles issues de l'enquête Emploi. Les intervenants ont également mis en évidence la nécessité de compléter la mesure du chômage par d'autres indicateurs qui pourraient se fonder sur les concepts élaborés par les organisations internationales, notamment les concepts de sous-emploi et d'emploi inadéquat. Ces propositions sont la condition pour restaurer la crédibilité du système statistique public, pour permettre un réel débat démocratique et pour mener des politiques efficaces et justes. ■

René SEIBEL

FRES POUR LUTTER CONTRE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ !

A l'appel de la plupart des organisations syndicales de l'Insee, de l'ANPE, du Ministère de l'emploi et du Centre d'Etudes de l'Emploi, ainsi que des associations de chômeurs et du collectif ACDC, les Etats généraux des chiffres du chômage et de la précarité ont réuni mardi 29 mai plus de 250 personnes.

Trois tables-rondes ont permis aux chercheurs, experts et militants présents, issus d'horizons et de champs variés, de confronter leurs points de vue et de formuler leurs propositions pour sortir par le haut de l'actuelle polémique autour des chiffres du chômage.

Ces Etats généraux ont mis en évidence de très fortes convergences dans la critique des indicateurs proposés aujourd'hui au débat public en matière de chômage. Les débats ont aussi permis d'identifier un ensemble de propositions innovantes qui ont rencontré un large consensus parmi les participants. Non seulement les indicateurs statistiques du chômage souffrent aujourd'hui d'une perte de crédibilité sans précédent ; mais ils ne permettent plus de fournir les repères nécessaires pour engager des politiques publiques efficaces contre le chômage et la précarité. Les propositions qui ont été débattues visent à surmonter ces difficultés.

UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE

Le diagnostic dressé n'est pas nouveau, mais la faillite du système actuel ne peut plus être ignorée.

• Un système statistique hybride utilisé à contre emploi

L'actuel système d'indicateurs repose principalement sur une statistique administrative (la liste des demandeurs d'emploi de l'ANPE) qui n'a pas été conçue pour suivre les évolutions du chômage et ne fait référence à aucune définition reconnue du chômage.

La statistique mensuelle isole artificiel-

lement une catégorie de demandeurs d'emploi (« DEFM 1 ») pour dénombrer les « chômeurs ». Mais elle s'appuie sur l'évolution d'autres catégories de demandeurs d'emploi pour actualiser au mois le mois le taux de chômage au sens du BIT. En d'autres termes, le chiffre présenté comme « le » chiffre mensuel du chômage n'est pas celui qui sert pour calculer l'évolution mensuelle du taux de chômage.

Cette incohérence traduit le fait que les catégories de demandeurs d'emploi définies par l'ANPE ne reposent sur aucune définition stable et reconnue du chômage. La source administrative ne peut donc prétendre donner une mesure rigoureuse du niveau et de l'évolution du chômage.

D'autant moins que l'évolution du nombre d'inscrits à l'ANPE est inévitablement sujette à des variations liées non pas au chômage mais aux modes de gestion de l'Agence. Ce phénomène s'est considérablement aggravé dans les années récentes avec la multiplication des réformes renforçant la pression sur les demandeurs d'emploi.

Seule l'enquête Emploi de l'INSEE fournit un repère stable, fondé sur un gros échantillon, des procédures constantes et rigoureuses, et une définition du chômage établie par le BIT (Bureau international du travail). Paradoxalement cette source, utilisée dans tous les pays européens pour mesurer le chômage, est loin de jouer tout son rôle dans le débat social en France. En refusant de valider les résultats de l'enquête de 2006 alors qu'aucun argument technique ne le justifiait, sous prétexte que ses résultats en matière d'emploi et de chômage ne confirmaient pas les sources administratives, la direction de l'Insee a encore aggravé cette situation.

• Un suivi mensuel factice et source de confusion

La publication mensuelle d'un chiffre du chômage ne peut avoir de sens que si l'évolution de cet indicateur peut être cor-

rectement interprétée et nourrir utilement le débat public. Or ce n'est aujourd'hui pas le cas.

D'une part, parce qu'on ne dispose pas à l'heure actuelle des outils statistiques pertinents et fiables pour analyser les évolutions mensuelles du marché du travail, comme l'avaient montré les discussions organisées dans le cadre du CNIS au début de l'année 2006.

D'autre part, parce que le chiffre du chômage est au cœur d'une confusion des genres entre outil d'aide à la décision et indicateur de performance des politiques publiques.

Dans ces conditions, la publication mensuelle d'un chiffre du chômage entretient inévitablement des controverses stériles que les informations disponibles ne permettent pas de trancher. Ce bruit médiatique, qui peut parfois servir la communication gouvernementale, n'apporte rien au débat démocratique qui devrait être organisé dans une plus grande sérénité sur des bases statistiques précises et incontestables.

Sur bien d'autres domaines au moins aussi importants – comme par exemple en matière de revenus, de pauvreté, d'inégalités... – on ne dispose pas d'un suivi mensuel qui serait sans doute, par ailleurs, tout aussi factice. Cela n'interdit pas, heureusement, de débattre de ces questions ni des politiques qui devraient être conduites dans ces domaines.

Il n'est plus possible de continuer à focaliser le débat public sur un chiffre aussi fragile au seul motif qu'il est disponible mensuellement.

• Une représentation rigide et de plus en plus archaïque du marché du travail

De nombreuses interventions ont souligné la nécessité, reconnue depuis plus de 20 ans par les statisticiens et les chercheurs, de disposer d'une vision conjoncturelle plus large du marché du travail, qui ne repose plus sur une dich-

tomie de plus en plus dépassée entre emploi et chômage. Aujourd'hui, un tiers des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE travaillent chaque mois. Inversement, en France comme dans les autres pays, un nombre croissant de personnes en âge de travailler sont en situation de « non emploi » plus ou moins contraint.

La focalisation sur un chiffre unique du chômage traduit une vision archaïque du marché du travail dont seuls les décideurs politiques semblent se satisfaire. Ces mêmes décideurs qui n'hésitent pas, par ailleurs, à mettre en avant la nécessité de s'adapter à un marché du travail de plus en plus flexible et diversifié...

DES RÉFORMES NÉCESSAIRES

• Placer l'enquête Emploi au cœur du dispositif

Les débats des Etats Généraux ont clairement mis en évidence la possibilité de refonder le suivi du chômage sur des bases plus solides et plus pertinentes.

Dans ce domaine la proposition principale consiste à remplacer le suivi mensuel de la liste des demandeurs d'emploi établie par l'ANPE par un suivi trimestriel du chômage BIT grâce à l'enquête Emploi de l'Insee. La publication d'indicateurs trimestriels fiables et pertinents permettrait de nourrir très régulièrement le débat public sur des bases saines.

L'enquête Emploi doit devenir le pivot de l'information statistique en matière de chômage et d'emploi. En ce qui concerne le suivi du chômage, l'enquête Emploi est la seule source permettant de le mesurer selon une définition stable et internationalement reconnue.

C'est aussi la seule source permettant de fournir simultanément les informations sur l'emploi et sa qualité, qui sont indispensables pour interpréter les évolutions du chômage.

La publication trimestrielle d'indicateurs du chômage issus de l'enquête Emploi est à la fois nécessaire et possible : c'est même pour cette raison que l'enquête a été refondue en 2002. Cependant il convient de renforcer les moyens affectés à la réalisation et à l'exploitation de l'enquête, et d'accroître la taille de son échantillon pour permettre des utilisations au niveau régional.

• Mieux utiliser les données administratives

Mais si l'enquête Emploi doit devenir la référence centrale en matière de chômage et d'emploi, les statistiques administratives restent indispensables. Elles fournissent de nombreuses informations aujourd'hui sous-utilisées.

Les statistiques de l'ANPE, si leur évolution mensuelle n'a qu'un intérêt limité, sont en revanche très précieuses pour l'analyse fine du chômage à un niveau local ; encore faudrait-il que les informations fournies concernent tous les inscrits à l'Agence et pas seulement la catégorie 1. Il faudrait également refondre et simplifier ces catégories obsolètes, par exemple en distinguant seulement deux catégories de demandeurs d'emploi en « activité réduite », selon qu'ils sont titulaires d'un emploi stable ou non. En outre l'ANPE dispose d'autres données qui sont aujourd'hui peu voire pas utilisées alors qu'elles permettraient de mieux saisir les transformations du marché du travail. Il s'agit par exemple de l'enquête sur les sortants de la liste des demandeurs d'emploi, qui devraient permettre de mieux décrire la nature des emplois retrouvés. De même le Fichier historique des demandeurs d'emploi fournit des informations sur les formes de récurrence du chômage qui ne sont guère exploitées.

Les statistiques de l'UNEDIC doivent être aussi mieux utilisées pour fournir, comme le demandent de façon récurrente les associations, un détail plus riche concernant non seulement le pourcentage de chômeurs indemnisés, mais aussi le niveau et la durée de leur indemnisation.

En résumé, il s'agit, d'une part de terminer avec l'enquête Emploi une référence stable en matière d'emploi et de chômage et, d'autre part, de rechercher les meilleures complémentarités entre cette enquête et les sources administratives existantes.

• Enrichir la palette des indicateurs statistiques

Tous les intervenants ont souligné la nécessité de compléter la mesure du chômage par d'autres indicateurs qui

pourraient se fonder sur les concepts élaborés par les organisations internationales comme le BIT, en particulier les concepts de sous-emploi et d'emploi inadéquat.

Dans ce domaine, il s'agit d'élargir la mesure actuelle du sous-emploi - qui se limite aux salariés à temps partiel contraint - à d'autres indicateurs mesurant la sous-utilisation de la main-d'œuvre liée, notamment, aux phénomènes de déclassement, de bas salaires et d'emplois précaires ; il importe également de disposer d'informations plus régulières sur les conditions de travail des salariés, qui peuvent rendre leur emploi insoutenable. A cet effet il est nécessaire d'introduire dans l'enquête Emploi quelques questions complémentaires.

Plusieurs intervenants ont également souligné la nécessité de s'intéresser, plus largement, aux situations de non emploi qui apparaissent de plus en plus subies. L'inactivité (au sens statistique du terme) masque de plus en plus souvent des situations de chômage déguisé, surtout quand la pression renforcée sur les chômeurs les pousse de plus en plus à sortir du marché du travail.

Au niveau régional et local, des interventions convergentes ont fait part des besoins insuffisamment satisfaits des acteurs sociaux en matière de données chiffrées, d'évaluations et d'études permettant de cerner les dynamiques territoriale, par exemple en ce qui concerne les effets des politiques publiques et privées sur l'emploi et le marché du travail. Le système statistique public doit être capable de répondre à ces demandes légitimes.

Les organisateurs des Etats généraux du chômage et de la précarité comptent soumettre ces propositions au débat public, notamment en sollicitant les réactions des décideurs politiques et en participant aux travaux du groupe que va créer le Conseil National de l'Information Statistique sur ces thèmes, travaux qui doivent déboucher sur une profonde réforme des indicateurs du marché du travail. L'enjeu est de restaurer la crédibilité de ces indicateurs et la possibilité d'un débat démocratique informé sur ces questions. ■

L'arme du boycott : Pensons-y!

Passée la déception causée par les résultats de l'élection présidentielle, nous devons nous interroger sur les formes à donner à notre action militante pour la rendre la plus efficace. En matière d'écologie, il est certes nécessaire de réaffirmer nos principes endénonçant le système capitaliste qui, par son mode d'organisation et par ses objectifs, est un obstacle à la mise en place d'une société écologique.

Mais en nous limitant à un discours théorique, nous risquons de prêcher longtemps dans le désert. L'urgence qui s'impose à nous devant l'ampleur de la crise planétaire est de mobiliser le plus grand nombre de citoyens pour changer les comportements individuels et obliger les décideurs économiques à modifier leurs pratiques. Dans cette lutte inégale du pot de terre contre le pot de fer, le poids des consommateurs pourrait se faire sentir et faire bouger les choses. Malheureusement, le mouvement consommériste est actuellement très faible en France. D'autre part, l'éparpillement des militants luttant pour une vie meilleure (défenseurs du bio, partisans des AMAP, objecteurs de croissance, etc..) les confine dans une marginalité inefficace. Nous devons nous adresser au plus grand nombre, contribuer au développement de ce mouvement qui se place dans une alternative à la société de consommation, et agir à partir de faits concrets, en utilisant des formes d'action variées, parmi lesquelles figure le boycott qui, pour être efficace, doit être entrepris à grande échelle. Ainsi, ces jours-ci, il serait judicieux de relayer la campagne menée par le WWF contre les fraises d'Espagne. De quoi s'agit-il? Il faut savoir qu'en France 71% des fraises sont importées d'Espagne. Acheter ces fruits est une ineptie, non seulement à cause de leur goût mais surtout en raison de leur mode de production. En effet, ces fraises sont produites autour du parc national de la Doñana, dans une région - inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco - qui produit 95% des fraises espagnoles. Selon le constat du WWF, le bilan écologique de cette culture est catastrophique. Cette production représente: 5 000 hectares de cultures en tunnel (dont 40% sont illégales) des forages des nappes phréatiques (dont 50% sont clandestins le prélèvement de la moitié des apports en eau douce de zones humides classées parmi les plus remarquables d'Europe. 4500 tonnes de résidus de plastique dispersés chaque année dans la nature. l'utilisation abusive de fongicides, engrais et pesticides (dont le bromure de méthyle interdit par l'Union européenne. Pour faire cesser ces pratiques, le WWF demande aux centrales d'achat de s'approvisionner auprès de producteurs respectueux des cahiers des charges en matière d'environnement. Pour prolonger efficacement cette campagne, il serait bon que de nombreux consommateurs utilisent l'arme du boycott.

Une arme qui pourrait s'appliquer à d'autres produits polluants ou fabriqués dans des conditions sociales inadmissibles. ■

Bernard CARON

Victoire des gros médias

Les causes de l'échec électoral de la Gauche de la Gauche, et plus généralement de l'ensemble de la Gauche, sont sans doute à chercher dans nos difficultés à faire exister d'une façon crédible une alternative au discours dominant et Ignacio Ramonet a sans doute raison d'écrire dans le numéro de Juin du *"Monde Diplomatique"* que « *Rejeter sur les grands médias – qui constituent désormais l'appareil idéologique principal du système – la responsabilité de la déroute relève de la plainte infantile ou de l'impuissance. Car la nouvelle hiérarchie des pouvoirs, établie par la mondialisation néolibérale, place évidemment au sommet, comme premier pouvoir, le pouvoir économique et financier, suivi du pouvoir médiatique, mercenaire du précédent. Ce duo dominant maîtrise le pouvoir politique. Lequel, dans les démocraties d'opinion, à l'âge de la globalisation, ne se conquiert donc qu'avec le consentement complice des deux premiers* ».

Reste que l'analyse de la campagne de propagande menée par ces grands médias mérite d'être faite.

Le premier Mai, sur France Inter, l'émission de Colombe Schneck *"J'ai mes sources"* (consacrée ce jour-là à un sujet d'actualité : Pif gadget) commence, comme d'habitude par *"les chiffres du jour"*. Et ce jour-là, ces chiffres, ce sont des statistiques sur la place donnée dans les médias à chaque candidat du premier tour comparé à leur résultat. Stupeur du journaliste : les résultats des candidats sont strictement identique à la place qui leur a été donnée dans les médias. *«c'est totalement incroyable. Je n'en reviens pas»*. Et le journaliste de se lancer dans une théorie de l'autorégulation instinctive des journalistes flairant l'opinion.

C'est bien le parti de la presse et de l'argent (PPA) qui a imposé le candidat de la Droite, qui a choisi la meilleure candidate pour le PS et décrété que Bayrou et Le Pen joueraient le rôle du troisième homme. Même Besancenot, réduit au rôle d'une Arlette Laguillier rajeunit, comme le plus gros des petits ou Schivardi, dans le rôle de la tête de turc de la campagne ... Clairement, le résultat de cette campagne semble avoir été dicté par le PPA.

Il faudra sans doute regarder attentivement comment le sacre de Sarkozy a été orchestré ces dernières semaines. Les gesticulations du nouveau président sont présentées comme autant de preuves de dynamisme, son comportement de nouveau riche comme une nouvelle façon de faire de la politique et le débauchage de quelques personnalités social-libérales comme autant de démonstration de l'ouverture du président. Il est fort, il est dynamique, il fait du jogging. On pourrait même se demander pourquoi l'UMP colle encore des affiches : les gros médias font leur campagne. Tout ça devra être analysé.

En attendant, d'autres éléments sont déjà à regarder attentivement. Nous avons publié dans le numéro 255 de *Rouge & Vert* « *Grands journalistes et petits candidats* », un article où l'ACRIMED (voir encadré page suivante) analysait la façon dont les médias avaient traité, avant le premier tour les «petits candidats».

Nous publions ici (pages suivantes) un article de la même ACRIMED sur l'accueil fait par les médias aux résultats de l'élection présidentielle et, plus particulièrement à la droitisation des grands partis et de la majorité de l'électorat. Pardon, du «recentrage de l'espace politique».

Mathieu COLLOGHAN ■

PREMIERS COMMENTAIRES D'UN SACRÉ ÉLECTORAL

Gloses joyeuses et tristes leçons des 6 et 7 mai

Emballements victorieux

« Quelle victoire, quel souffle ! L'élection magistrale de Nicolas Sarkozy est certainement de celles qui marqueront durablement l'histoire du pays » s'ex-tasie Nicolas Beytout dans Le Figaro, le lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy. La frénésie des éditorialistes de la presse écrite fait presque plaisir à voir. Chacun y va de sa petite exaltation. Pour Jacques Camus dans La République du Centre, « les Français ont choisi dans un bel élan de maturité démocratique leur sixième président de la Vème République. » François-Xavier Pietri dans La Tribune est plus sobre, mais impatient : « En portant Nicolas Sarkozy à l'Élysée, les Français ont fait un choix puissant, en toute connaissance de cause et pour que la France change en profondeur. (...) Il lui faut désormais agir vite et fort. » L'émotion fait aussi écrire des bêtises. Ainsi, François Brochet dans Le Progrès : « Nicolas Sarkozy (...) est pourtant le mieux élu des Présidents », or, rappelons que Charles De Gaulle a été élu en 1965 avec 55,2% des voix, Georges Pompidou en 1969 avec 58,2%, François Mitterrand avec 55% en 1988, et Jacques Chirac avec 82,2% en 2002.

Emballements sentencieux

Le soir même des élections, les édito-



rialistes et chroniqueurs de la presse écrite se sont empressés de proposer leurs analyses pointues aux internautes noctambules. En chœur, ils ont entonné le même couplet : si la gauche a perdu, c'est parce qu'elle demeure "archaïque", "immobile". Bref, les "mammouths" des appareils médiatiques continuent à pourfendre les "éléphants" de l'appareil politique du Parti socialiste.

Sur le site de Libération, Laurent Joffrin parle d'emblée d'"immobilité doctrinale" et de "négligence à l'égard du centre". Conclusion ? La défaite « doit réveiller les forces d'imagination et de modernisation, celles qui allient audace et réalisme ».

Le 6 mai, à 20h39, le site du Nouvel Observateur met en ligne une chronique de Jacques Julliard, intitulée « Feu sur le quartier général ». L'artilleur vise d'emblée sa cible : « l'archaïsme des états-majors du Parti socialiste a été le plus fort. » La défaite de Ségolène Royal est l'occasion de reprendre le leitmotiv de l'entre-deux tours (mûri, il est vrai, depuis fort longtemps) : « la gauche est trop à gauche pour s'élargir vers le centre, seul lieu où elle pourrait gagner des renforts. (...) En dépit de Ségolène Royal, l'archaïsme de ses positions de base a rebuté les centristes. » Et une antienne entendue pendant toute la durée de la campagne contre ce PS qui est devenu « synonyme d'alourdissement de la fiscalité et, pour les travailleurs, de stagnation des salaires à cause des sacrées 35 heures ». Il est vrai, qu'aux yeux de Jacques Julliard, le programme a été « élaboré par les plus gauchistes du Parti » (sic). Haro donc contre le « gauchisme » : « Depuis 2005, les grandes intelligences du PS n'ont cessé de développer des analyses stupides. Interprétant à tort le non au référendum comme une poussée de l'extrême gauche, alors que ce n'était qu'une bouffée de protectionnisme et de nationalisme, une véritable surenchère tint lieu d'organisation du débat dans le parti. On vit Fabius courir derrière Bové, DSK derrière Fabius, et Hollande derrière DSK, dans une course à la radicalité qui comprenait la généralisation des 35 heures, la hausse des impôts, la re-nationalisation provisoire des grandes entreprises, la régularisation de

tous les sans-papiers, et j'en passe. » Puis il s'en prend, avec un brin de mépris, à l'une des têtes de turc favorites du Nouvel Observateur : « On donna l'hégémonie intellectuelle sur la gauche à un faux paysan à moustaches qui, à chaque fois, remettait une thune dans le bastringue. Tout cela est bien mou, bien insuffisant, clamait-il. L'Attila des OGM vient de se retrouver avec 1,32% des voix parce que les concierges de l'immeuble ont plus de bon sens que les professeurs au Collège de France, mais le mal est fait. » Pourtant parmi les professeurs au Collège de France qui se sont prononcés sur l'élection, on a surtout retenu ceux qui avaient appelé à voter Royal (Pierre Rosanvallon, Jacques Bouveresse,...).

Un peu plus tard dans la soirée, à 22h46, Jean-Marie Colombani avait confié au micro du Monde.fr : « Les victoires locales de 2004, qui étaient liées au rejet du gouvernement Raffarin, ont conduit le Parti socialiste à l'immobilisme » ; « Le Parti socialiste doit repenser sa politique d'alliances ». Le lendemain, dans Le Monde daté du 8 mai, le même soutient que si le PS veut un jour gouverner, « il lui faudra bien regarder vers le centre », et Arnaud Leparmentier, analyste politique du quotidien vespéral, insiste : « Ségolène Royal est arrivée seule, comme par effraction, dans un Parti socialiste divisé qui n'a pas su moderniser sa stratégie et son projet. (...) elle n'a pas réalisé à temps son ouverture au centre et sa mue social-démocrate. » A droite, toute ?

Jean-Marc Sylvestre, serviteur du nouveau roi

Jean-Marc Sylvestre est un devin : « Nicolas Sarkozy fera sans doute ce qu'il a dit qu'il ferait. » (France Inter, 7 mai 2007) Comment peut-il en être si sûr ? « Parce que c'est dans sa pratique, sa culture. » On a bien compris que Sylvestre est ravi du résultat du scrutin. Sarkozy, à ses yeux, a bien mérité sa victoire. Pourquoi ? Parce que « sa différence avec son adversaire [Ségolène Royal], c'est qu'il a beaucoup travaillé pour accéder à la fonction. » Elle, non ? Un fois passé cet éloge toute en flagornerie

de « la France qui travaille » contre « la France qui paresse », Jean-Marc Sylvestre enfile l'habit du conseiller du prince : « l'homme est très pragmatique et l'ambition, c'est de débloquent le pays. Les attentes économiques sont très fortes, et à mon sens il y a trois chantiers à ouvrir très vite. » Et le chroniqueur économique de France Inter martèle la liste des réformes qui doivent nécessairement être menées, parmi lesquelles, "la relance du travail" : « alors, ça passe par les heures supplémentaires bien sûr, mais ça passe aussi par les libérations de condition d'accès au travail, par le service minimum dans la fonction publique, ça passe par une évolution de la place des syndicats... » A quelle place Sylvestre souhaite-t-il voir les syndicats ? D'ailleurs souhaite-t-il toujours l'existence des syndicats ? C'est à se le demander quand il annonce, la voix tremblante, que « ça va pas être facile, hein, certains acteurs de l'économie, les partenaires sociaux vont grogner, se contracter, parce que les habitudes, les procédures vont changer, mais c'est le prix des réformes. »

En effet, ça ne va pas être facile pour Jean-Marc Sylvestre, petit chroniqueur au salaire faible sur France Inter, journaliste économiste sur la très méconnue chaîne TF1, et habitué des ménages auprès des grandes entreprises pour survivre.

Heureux sondologue

Matinale de France Inter, 7 mai 2007. Nicolas Demorand interroge Roland Cayrol, directeur de l'institut CSA. Comment expliquer la forte participation au scrutin présidentiel ? Par l'opinion et donc par les sondages qui prétendent la faire parler : « L'opinion a imposé ses thèmes, ses attentes. Les candidats ont accepté d'y répondre avec précision et beaucoup de concret et du coup l'opinion a marché. Elle est venue voter. » (A quand le remplacement du peuple par l'opinion, jusque dans l'isoloir ?) Avec un tel postulat, toute interrogation sur les interactions éventuelles entre l'opinion et sa mesure devient superflue. À la remarque de Nicolas Demorand : « Vous êtes un reflet [de l'opinion] aussi et peut-être l'organisateur », Roland Cayrol qui a flairé une critique qui pourrait s'inspirer de celle de Pierre Bourdieu (« L'opinion publique, ça n'existe pas », du moins celle que prétendent exprimer les sondages), s'insurge : « Non, non ! Ne mélangeons pas tout, nous nous contentons de la mesurer et de la publier. L'opinion, elle existe et elle est montrée simplement

« On donna l'hégémonie intellectuelle sur la gauche à un faux paysan à moustaches qui, à chaque fois, remettait une thune dans le bastringue. Tout cela est bien mou, bien insuffisant, clamait-il. L'Attila des OGM vient de se retrouver avec 1,32% des voix parce que les concierges de l'immeuble ont plus de bon sens que les professeurs au Collège de France, mais le mal est fait. »

Jacques JULLIARD

par les sondages. » Comprendons bien : les politologues, en tant que traducteurs exacts de l'opinion, sont les garants du débat démocratique légitime et par là de la démocratie elle-même, impartiaux et indépendants.

Heureux sondomaniaque

Pour Michel Vagner, dans L'Est Républicain du lundi 7 mai 2007, les sondages se sont avérés à ce point exacts qu'il n'y voit plus une photographie de l'opinion à un instant donné, mais bel et bien un pronostic du résultat de l'élection, si fiable qu'il serait vain de vouloir le faire mentir : « Malgré une arithmétique défavorable, des intentions de vote qui invariablement lui prédisaient l'échec, Ségolène Royal refusait de se "placer dans cette perspective". Battante, elle aura bataillé jusqu'au bout avec l'espoir naïf et ténu, qu'elle pourrait inverser la tendance. » Puisque les sondages avaient tout prévu, on se demande - naïvement - à quoi servent les campagnes électorales et - tout aussi naïvement - à quoi sert le scrutin ?

Décryptage ?

Le 7 mai, dans l'émission "J'ai mes sources" sur France Inter, Colombe Schneck nous propose un « décryptage de la soirée électorale » de la veille. Après s'être gentiment moquée des journalistes obligés de "meubler" en attendant d'annoncer les résultats, on attaque les vrais sujets : « Y'a eu beaucoup de détails, hier, hein, à analyser... Euh la couleur du pupitre de Nicolas Sarkozy, rouge tout d'un coup ». Puis intervient un chroniqueur qui fait la liste des personnalités entourant Sarkozy et censées incarner la rupture : Johnny Hallyday, Steevy, Bernard Tapie, et « la rupture affichée en matière de va-

riété française avec Mireille Mathieu, qui figurait déjà dans les meetings de Giscard... ». C'en est trop pour Colombe Schneck qui le coupe pour le rappeler sèchement à l'ordre : « Il est élu de TOUS les Français, des Français de... [inaudible] à Mireille Mathieu ». En fin d'émission, après que ses invités ont évoqué le camp socialiste, Colombe Schneck préfère revenir « sur des images un peu plus gaies, celle de la fête hier soir ». Christian Delporte remarque cependant qu'« on a fait la fête à Paris, mais pas ailleurs. Peut-être parce que le public jeune n'était pas complètement là ». Réaction boudeuse de l'animatrice : « Ouais, pourtant il a élu Nicolas Sarkozy ». Ses invités lui font observer aussitôt que « la structure de l'électorat Sarkozy est assez... enfin, 75% des plus de 65 ans votent Sarkozy ». Mais elle n'en démord pas : « Non mais y'a aussi des jeunes... ». De l'âge de Colombe Schneck ? Sans doute...

Au Val sincère

Dans son éditorial « Les pauvres ont voté pour les riches », dans le Charlie Hebdo du 9 mai 2007, ces deux belles phrases de Philippe Val : « Cette campagne et cette défaite, pour décevantes qu'elles fussent, ont eu l'avantage d'être démocratiques. Contrairement à la campagne du référendum sur la Constitution européenne, où l'insincérité et les mensonges ont triomphé, dans cette campagne présidentielle chacun a défendu sincèrement ses idées. » Car Sarkozy fut avant tout sincère. La gauche de gauche, elle, mentait. ■

Un collectif d'Acrimed
[Avec Denis, Henri, Mathias,
Muriel, Olivier et Serge]

10 ans d'ACRIMED

L'Action-CRitique-MÉDIAs observe les médias. ACRIMED explique réunir "des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des "usagers" des médias" [et chercher] à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante".

Les articles de l'ACRIMED sont accessibles ici :
<http://www.acrimed.org>

La redistribution interentreprises

Dans une conjoncture radicalement nouvelle, le projet alternatif est en débat Une première contribution à ce débat.

La redistribution interentreprises : Une nouvelle façon d'envisager la question de l'emploi et des revenus

Alors que le thème majeur de l'élection présidentielle de 2002 était la sécurité, celui de 2007 a porté sur l'emploi et les revenus, question sur laquelle la gauche bénéficie généralement d'une longueur d'avance. C'est pourtant Sarkozy, candidat de la droite libérale, qui a remporté cette élection après avoir été en tête des sondages durant toute la campagne.

Les solutions préconisées par Nicolas Sarkozy correspondent à l'approche traditionnelle des libéraux sur cette question: rendre l'activité professionnelle payante par rapport à l'assistantat et flexibiliser le marché du travail. S'y ajoutaient deux mesures particulières : la TVA « sociale » (qui vise à diminuer les cotisations sociales par une hausse de la TVA) et l'incitation aux heures supplémentaires.

La campagne de la candidate socialiste brillera par son suivisme à l'égard du thème de l'assistantat. Tout en rejetant la majeure partie des mesures de la droite, le plein emploi était affiché sans qu'aucune alternative conséquente ne soit proposée à l'exception du Contrat Première Chance sorti au beau milieu de la campagne présidentielle. Cela ne pouvait nullement satisfaire l'électorat populaire qui, sur ces questions, demande un changement réel. La gauche antilibérale n'a pas non plus convaincu. On peut, bien entendu, expliquer son faible score par la division. Mais nul doute que si un de ses candidats avait affiché la question du plein emploi et des revenus en tête de programme, il serait apparu comme le réel opposant à Nicolas Sarkozy. Curieusement, alors que les principaux candidats affichaient sans vergogne le plein emploi comme objectif, le programme antilibéral (« Ce que nous voulons » dénommé aussi « les 125 points ») ne le promettait pas alors qu'associé à la question des revenus, il aurait pu être au centre de cette campagne.

Le plein emploi ? Une approche extrémiste libérale de la question considère que le plein emploi est simple à obtenir: il suffit que tout le monde bosse! Si un individu ne trouve pas un emploi salarié, il n'a qu'à se mettre à son compte et s'il ne le fait pas, ce n'est plus un chômeur mais un faignant. C'est exact à ceci près qu'on ne peut dissocier le plein emploi de la question du revenu. Il suffit, à cet égard, de rappeler l'article 23 de la Déclaration Uni-

verselle des Droits de l'Homme qui stipule (alinéa 1) que « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage » mais aussi (alinéa 3) que « Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale ».

La législation du travail, comprenant notamment le respect d'un salaire minimum, s'inscrit dans l'optique de cet article 23. On comprend dès lors que la question du plein emploi n'est pas aussi simple : elle suppose que chaque activité économique soit capable de générer suffisamment de liquidités pour pouvoir payer tous les individus et respecter ces obligations, ce qui reste un pari hasardeux dans des économies où l'accès au capital détermine en grande partie le revenu.

La redistribution interentreprises est un moyen pratique de résoudre cette contradiction. Elle consiste à prélever une partie de la richesse produite par les entreprises et de la répartir au pro rata des travailleurs. Son principe de fonctionnement est simple : il s'agit d'un nouveau régime de répartition auquel toutes les entreprises sont tenues d'adhérer. Chaque entreprise recevra mensuellement une allocation monétaire par travailleur en équivalent temps plein. En fonction du montant de cette allocation et pour équilibrer ce régime, chaque entreprise se verra prélever un pourcentage de la richesse produite (évaluée schématiquement par la différence entre les ventes et les achats). Un simple calcul nous montre que pour assurer une allocation mensuelle de 500 € par travailleur en équivalent temps plein, le pourcentage de prélèvement serait de l'ordre de 15%. Certaines entreprises seront donc bénéficiaires du régime alors que d'autres seront contributrices.

Comment venir à bout du chômage à l'aide de ce mécanisme ? La palisse nous indique que si il y a chômage, c'est parce que les entreprises n'embauchent pas assez. Il faut donc rendre l'emploi plus attractif et c'est le rôle de l'allocation : plus l'allocation sera élevée et plus le coût de l'emploi sera faible. En cas de sous-emploi, il suffit alors d'augmenter cette allocation jusqu'à ce que toutes les entreprises aient embauché la totalité de la population active. Cela fait bien évidemment penser aux diverses aides à l'emploi que touchent les entreprises (environ 65 milliards par an).

Il y a cependant deux différences essentielles : les allocations sont systématiques quel que soit le niveau de salaire (absence d'effets de trappes à bas salaires) et le financement n'est plus assuré par l'Etat mais par les entreprises elles-mêmes.

Illustrons l'utilité de cette mesure vis-à-vis du premier point du programme antilibéral : l'augmentation immédiate du SMIC à 1500 € bruts.

C'est indiscutablement une mesure de rupture face au programme du PS.

C'est une mesure sociale nécessaire et urgente largement justifiée par la hausse spectaculaire de l'immobilier sur ces cinq dernières années. Mais a-t-on mesuré l'impact en termes d'emplois ? On peut, à l'aide de quelques principes keynésiens de relance de la demande, expliquer que la hausse du SMIC n'aura aucune incidence sur l'emploi, mais on ne convaincra pas grand monde, en particulier les salariés d'entreprises à faible valeur ajoutée payés aux environs de ce salaire minimum... Les faits sont têtus : si une hausse du SMIC peut améliorer la demande, elle renchérit aussi le coût du travail et savoir quelle en sera la résultante est un pari macroéconomique osé. La redistribution interentreprises est le dispositif qui rendra crédible la possibilité pratique d'une hausse immédiate du SMIC à 1500 € bruts : si cette hausse s'avère négative pour l'emploi, il suffit alors d'augmenter l'allocation pour contrer cet effet. Cette redistribution permet ainsi de conjuguer le plein emploi et une meilleure répartition des richesses.

Nous avons évoqué l'importance de l'accès au capital dans la distribution des revenus. La construction même de cette redistribution, basée sur la trésorerie (les ventes moins les achats) aboutit à subventionner l'investissement qu'il soit sous forme d'achats (capital mort) ou d'emplois (capital vivant) et à ponctionner les fins d'investissements (se concrétisant par les ventes). Ce faisant, c'est un mode de mutualisation des fonds propres investis des entreprises, une collectivisation partielle (à hauteur du prélèvement) des moyens de production qui s'opère sans renoncer aux mécanismes de marché, ce qui évite ainsi d'avoir à recourir à l'aventure de la planification intégrale de l'économie. Un objectif qui permet aux individus un meilleur accès au financement et qui favorisera l'extension de la démocratie au champ économique, passage obligé pour une société pleinement autogérée. ■

Benoît BORRITS

UN AUTRE MONDE ☀️ AUTOGESTIONNAIRES ☰

EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

☞ PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.